



Communication & Influence

N°150 - Décembre 2023

Quand la réflexion accompagne l'action

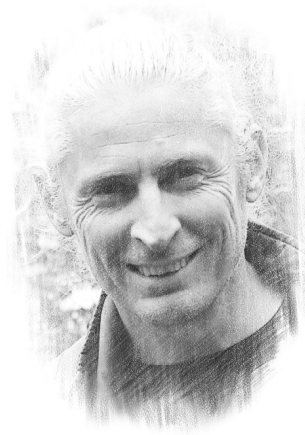
Argentine, Chili, Brésil, Venezuela, Bolivie... Quid des conflits informationnels en Amérique latine ? Le décryptage de François Soulard

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Javier Milei sera dimanche le nouveau président de l'Argentine. Honni par les médias, il a cependant gagné. Pourquoi ? Et plus largement, quid des affrontements informationnels en Amérique du Sud ? Chercheur français résidant en Argentine, François Soulard vient de publier Una nueva era de confrontación informacional en América Latina (éditions Ciccus, Buenos Aires, novembre 2023). Proche du géostratège Gérard Chaliand, dont il a traduit plusieurs livres en anglais et espagnol, fin connaisseur de l'univers altermondialiste, en lien avec l'Ecole de pensée sur la guerre économique (EPGE), le Forum mondial de l'économie sociale et l'Institut de l'économie, il est le fondateur de la plateforme de communication dunia.earth dont les travaux s'étendent aux cultures stratégiques, aux mutations liées à l'informatisation, aux affrontements informationnels et économiques.



Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, François Soulard constate avec lucidité, visant le monde occidental post-moderne : "Voici venu le temps des guerres cognitives et des luttes à front renversé. L'affrontement s'est déplacé vers l'intérieur des sociétés, de manière couverte, furtive, indolore et le plus souvent légale."

Javier Milei assume la présidence de l'Argentine ce 10 décembre. Quelle a été sa stratégie communicationnelle pour gagner ?

Milei a gagné cette élection en exposant les contradictions du système en place et en recourant à une communication à la fois extravagante, sincère et offensive. La tronçonneuse qu'il a agitée convulsivement dans ses meetings publics s'est convertie en icône de combat, puis en même d'une jeunesse argentine souhaitant rompre avec un régime politique jugé corrompu. Sur le plan programmatique, le président élu a pointé l'incurie d'une élite incapable de

contrôler l'économie nationale et la dérive des mœurs politiques. Ses propositions ont manifestement rencontré la subjectivité d'un électorat fatigué par l'étiollement des conditions sociales et par l'anti-réformisme d'une sorte de système "dynastique" en roue libre sur ses privilèges. Ce même système, composé par des formations de droite comme de gauche, est désigné comme la "caste" à abattre par Javier Milei. Je rappelle que la coalition multipartite au pouvoir a capté pendant des décennies l'équivalent d'environ un quart du PIB chaque année et que la pauvreté avoisine aujourd'hui les 50 % de la population.



L'Europe n'a pas la volonté de se mettre en face de la nature des conflits en cours. Son idéalisme s'accommode d'un prêt-à-porter conceptuel qui achoppe sur les rapports de force.

Stratégiquement, la coalition de Javier Milei a dû faire sauter les verrous des modes classiques de communication pour conquérir une audience, d'autant plus qu'elle ne disposait ni de véritable enracinement socio-territorial, ni de soutien médiatique, à l'inverse de ses concurrents. Le plan de bataille du faible consista donc à parler vrai, à attirer l'attention par la rupture, créer des brèches dans les discours, s'engouffrer dans les failles de l'adversaire, activer un imaginaire libertaire susceptible de faire écho à l'histoire longue de l'Argentine, tout en restant discret sur les nécessaires manœuvres électorales en vue du ballottage du 19 novembre dernier. Le camp d'en-face a tout misé sur le discrédit et le clientélisme électoral. Javier Milei a été dépeint médiatiquement comme étant d'"extrême-droite", "négationniste", "fasciste", "instable mentalement", on assisterait, *dixit* la presse, à la victoire d'une force réactionnaire et conservatrice sur un projet progressiste.

Plus largement, en matière de guerre informationnelle et de stratégie cognitive, quelles sont les nouvelles lignes de fracture qui sont en train d'apparaître en Amérique du Sud ?

Pour moi, cette élection est surtout un coup de pied dans la fourmilière et un reflet des antagonismes de l'Amérique latine. Le scrutin a ratifié un candidat qui entend éradiquer un système politique archaïque et parasitaire, dont le projet relève en fait d'un collectivisme étatique et prédateur. L'impôt et la corruption sont ses deux mamelles parasitaires, sur fond de cartellisation du pouvoir. Dans la mesure où il est impossible de se présenter d'entrée de jeu avec un projet castro-communiste ou socialiste en Argentine ou ailleurs, un tel régime ne peut exister qu'en développant une ingénierie sociale et informationnelle. L'étatisme parasitaire a été dissimulé habilement derrière une réalité parallèle, cristallisée dans le terme de "progressisme". Ce dernier fait office de bouclier informationnel étayé par les notions d'État proactif, d'inclusion, de droits sociaux, de démocratie communautaire, d'économie populaire et de régionalisme autonome s'opposant au néolibéralisme. Cet engrenage s'est progressivement mis en place depuis l'année 1982, date à laquelle l'Argentine est vaincue militairement par le Royaume-Uni dans la guerre de l'Atlantique Sud.

Fait moins connu, Londres a développé une influence continue en connivence avec les ex-révolutionnaires pour faire passer cette défaite sur le compte de la Junte militaire. Les élites argentines ont ensuite réalisé une sorte d'imitation dans le style décrit par Ibn Khaldoun vis-à-vis des rapports de domination. Elles ont pris leur revanche judiciaire et informationnelle sur les militaires et répliqué le modèle européen d'État-providence absorbant près de 50 % de la richesse nationale au titre des droits et de l'émancipation. Londres, Washington, et l'Europe de façon plus indirecte, ont appuyé en sous-main cette politique, afin de mettre le pays sous dépendance, tout en encourageant sélectivement son contraire sur d'autres terrains.

Sur le fond, l'Amérique Latine est intimement structurée par la confrontation entre les formations marxistes-léninistes résiduelles de la Guerre Froide et le camp libéral-républicain. Les années 2000 ont marqué l'arrivée au pouvoir des premiers suite à leur reconversion aux règles du jeu démocratique et au combat hybride. En 1998, Hugo Chávez

prend la tête du gouvernement au Venezuela après une tentative de coup d'État échouée six ans plus tôt. En 2001, le péroniste Eduardo Duhalde agite l'étendard insurrectionnel pour provoquer la démission du président Fernando de La Rúa dans une Argentine au bord de la banqueroute. En 2003, Evo Morales renverse le gouvernement bolivien en créant de toutes pièces une "Guerre du gaz", soutenue en coulisses par des mercenaires colombiens. Même scénario au Brésil, au Chili ou en Colombie où des environnements conflictuels ont été façonnés en amont des processus électoraux par des manœuvres insurrectionnelles et subversives. Les formations néomarxistes ont élaboré un art du combat non conventionnel pour conquérir l'arène démocratique et façonner les perceptions, la guerre de l'information étant une pièce maîtresse de leur arsenal.

À cette prédation endogène des démocraties s'ajoute celle des grandes puissances. L'aile globaliste des démocrates étasuniens, notamment les réseaux de George Soros, appuie le néomarxisme contestataire dans le but d'affaiblir les États latino-américains et d'y établir des dépendances, tandis que le camp républicain soutient les forces libérales, tire sur les ficelles institutionnelles et foment le cas échéant des "révolutions de couleur". Les régimes dits "progressistes" ont accéléré les partenariats stratégiques avec la Chine, la Russie et plus récemment l'Iran, en profitant du retrait relatif de Washington. Ils ont passé au tamis la méthode de déconstruction franco-européenne pour nourrir un néomarxisme culturel utilisé comme arme cognitive. Je note que, dans sa campagne, Javier Milei a évoqué ces matrices d'influence. Il a critiqué le socialisme autoritaire, le globalisme onusien (alarmisme climatique et Agenda 2030), le droit-de-l'hommeisme et l'étatisme social-démocrate.

La perception des réalités sud-américaines est fortement biaisée en Europe. Selon vous, pourquoi les experts occidentaux sont-ils aussi éloignés du terrain, leur préférant souvent un narratif mainstream ?

D'une façon générale, je trouve que l'Europe n'a pas la volonté de se mettre en face de la nature des conflits en cours. Son idéalisme s'accommode d'un prêt-à-porter conceptuel qui achoppe sur les rapports de force. Le prisme ethnocentriste fait que le monde académique et intellectuel européen se plaît à observer l'"extrême Occident" comme s'il s'agissait de son propre reflet dans une autre temporalité politique. Rares sont les esprits venant se plonger dans la réalité profonde de la région en laissant leur biais ou préférence idéologique à l'entrée du continent. L'influence des réseaux latino-américains sur l'Europe pèse également. De nombreux exilés ayant fui les dictatures sud-américaines ont altéré l'histoire des guerres civiles et des luttes politiques en les rendant compatibles avec le cadre idéologique des gauches européennes. Enfin, peut-être que la social-démocratie n'a plus l'audace – du moins pour l'instant – d'en découdre avec les ombres projetées sur son modèle. Les pays latino-américains se sont fabriqués en puisant dans le meilleur de la philosophie politique hispanique, française et nord-américaine. Ces fondements sont assaillis depuis plusieurs décennies par d'autres idéologies combattives qui ont prospéré, par action, comme je l'ai mentionné, ou par omission. Des deux côtés de l'Atlantique, la situation oblige à se regarder dans le miroir, effort ô combien dérangeant, et à se mettre à la hauteur du monde, tel qu'il est. ■

Pour les hispanophones, l'ouvrage peut être commandé via le lien suivant : <https://www.ciccus.org.ar/tag/francois-soulard/>

EXTRAITS

Une nouvelle ère de confrontation informationnelle en Amérique Latine – I

Un bon résumé de l'ouvrage de François Soulard, Una nueva era de confrontación informacional en América Latina (éditions Ciccus, Buenos Aires, novembre 2023), a été publié sur le site de l'École de pensée sur la guerre économique (avec la contribution de Véronique Avril, Vincent Cassard, Jean-Rémy Dubois, Lucile Federeci et Mathieu Meyer, anciens auditeurs de l'École de Guerre Économique).

Pour télécharger le document dans son intégralité : <https://www.epge.fr/une-nouvelle-de-confrontation-informationnelle-en-amerique-latine/> - Également disponible sur <https://dunia.earth/une-nouvelle-ere-de-guerre-informationnelle-en-amerique-latine/>

Après avoir disséqué les cas du Venezuela, de la Bolivie et du Brésil, François Soulard montre que "pratiquement tous les autres contextes latino-américains connaissent des séquences comparables. Au Chili, le soulèvement massif des étudiants de début octobre 2019 place sur le banc des accusés certains angles morts du modèle chilien. La protestation évolue vers un mouvement urbain insurrectionnel grâce à la poussée d'un contingent d'environ 2 500 agents irréguliers, détachés par les formations néomarxistes des pays limitrophes et venus prêter main forte aux actions de déstabilisation et de violence. L'effet recherché et d'intensifier la confrontation, de pousser les autorités politiques à la faute et de les obliger à négocier. La guérilla communicationnelle pratiquée par les insurgés prend les forces de l'ordre en flagrant délit de répression, tandis que les images font le tour de la planète. En novembre, le bras de fer s'incline en faveur d'un référendum constitutionnel. En décembre 2021, le candidat du mouvement étudiant, Gabriel Boric, remporte les élections.

"L'Argentine, enfin, illustre une dynamique conflictuelle au carrefour entre modelage cognitif, guerre économique et ingénierie politico-informationnelle. Plus en amont dans le temps, la guerre militaire de l'Atlantique Sud (1982) a donné l'ascendant au Royaume-Uni pour orienter la pacification postérieure à la guerre civile et la dictature militaire (1976-1983). Les élites argentines acceptent le postulat de confier au droit pénal et au pouvoir judiciaire le rôle d'inquisiteur du bras armé de la Nation, tandis que les factions de la lutte armée échappent à la justice et se reconstitueront progressivement dans les partis traditionnels. Sur le plan économique, le pays embrasse l'horizon de prospérité économique annoncée par la création du Mercosur en 1991. Ce nouveau bloc économique régional, dont le projet est instillé par les centres de décision anglo-saxons (Commission trilatérale), dissimule en réalité un transfert de secteurs entiers de l'industrie argentine vers le Brésil et l'érosion de son tissu syndical.

"Londres et Washington, ainsi que la social-démocratie européenne, s'assurent d'un côté d'un contrôle pérenne de l'Atlantique Sud, et de l'autre travaillent à façonner un environnement favorable à la désagrégation de l'État argentin : polarisation des connaissances sur les droits de l'homme et certaines approches de la défense, de la polémologie, de l'économie et des sciences de gestion ; désindustrialisation et crédit des institutions financières et des Nations-Unies pour la mise en œuvre d'un agenda favorisant la perméabilité de l'État et sa dépendance externe ("globalisme") ; subversion culturelle par l'influence de courants révisionnistes, indigénistes et wokistes ; appui des fondations européennes à la remise en question des politiques industrielles menée dans le Cône Sud sous couvert d'humanisme et d'environnementalisme ; appui indirect des agences anglaises et nord-américaines aux formations néomarxistes locales qui œuvrent à la marginalisation de l'armée et de l'institution judiciaire.

"En 2003, cette mouvance profite des turbulences de la crise politico-économique de l'année 2001 et gravite les marches du pouvoir. Depuis lors, le projet qu'elle met en œuvre s'articule étroitement sur une logique duale, opérant sur le double terrain de l'espace informationnel et de l'ingénierie sociale. D'un côté, il s'agit d'afficher un horizon "progressiste" et pseudo-patriotique, favorable à la justice sociale et hostile aux voracités du néolibéralisme éprouvées durant la période politique antérieure. De l'autre, une faction politique minoritaire organise la concentration discrétionnaire des pouvoirs, la fragmentation sélective de la société et la capture d'environ un cinquième de la richesse nationale (à l'instar de ce qui est observé au Brésil). Le maintien d'une réalité parallèle grâce au travail sur le terrain communicationnel a permis de dissimuler une vassalisation sur les autres domaines. [...] Ce rapide panorama nous fait déboucher sur quelques considérations stratégiques. L'accent mis sur l'angle informationnel enrichit d'ailleurs la réflexion d'une dimension téléologique, c'est-à-dire d'une lecture des buts poursuivis dans les manœuvres effectuées dans l'arène communicationnelle, susceptible de compléter l'analyse géopolitique et polémologique traditionnelle."

Reflux de l'hégémonie nord-américaine

"En premier lieu, ces itinéraires confirment que l'hégémonie du système libéral, telle qu'elle a été propagée par les États-Unis depuis la sortie triomphaliste de la Guerre froide, ne dispose plus d'un rayonnement suffisant pour homogénéiser son hémisphère sud et s'imposer face à des projets contestataires ou alternatifs. La faiblesse idéologique de la démocratie libérale à l'américaine, sa duplicité (dans la mesure où la grande majorité des sociétés latino-américaines ont fait les frais de ses offensives dissimulées), son monolithisme, autrement dit son incapacité à répondre à la dialectique unité-diversité des sociétés, sont patents. Les ressorts informationnels du maintien de cette hégémonie, à savoir les conglomerats médiatiques, les relais intellectuels, les universités et les partis traditionnels, font face à des systèmes concurrents. Cette partition stratégique est beaucoup plus large que la seule maîtrise technologique des nouvelles technologies de l'information ou la manipulation par la désinformation.

"De fait, la Chine est le principal rival géopolitique qui emboîte le pas à ce déclin d'influence par une stratégie d'enveloppement menée sur les terrains économiques et en partie informationnels. Son but ultime est aussi d'établir des dépendances structurelles. Par nécessité, par affinité idéologique, mais aussi par inadvertance stratégique, celles-ci sont recherchées par les gouvernements rétifs à la présence étasunienne (montée généralisée des partenariats stratégiques avec Pékin devenu le principal investisseur du continent depuis 2015)." [suite p.4]

EXTRAITS

Une nouvelle ère de confrontation informationnelle en Amérique Latine – II

[Suite de la page 3]

"L'autre indicateur de ce reflux réside dans le fait que Washington joue la carte d'une collusion paradoxale avec des régimes contestataires, notamment ceux portés par des formations ayant recyclé le marxisme-léninisme adossé à l'URSS et combattu pendant la Guerre froide. L'objectif n'est plus, même pour certains alliés incontournables, celui de rechercher l'alignement idéologique des régimes locaux sur le modèle de la démocratie libérale. Cette collusion objective rappelle en définitive que la priorité s'est recentrée sur son noyau réaliste, c'est-à-dire dans la recherche de dépendance stratégique et dans la réduction de puissance, quelle que soit la nature du système politique à traiter et pourvu que ce défaut de puissance ne soit pas occupé par le rival chinois ou européen.

"Certes, le prosélytisme démocratique demeure encore un affichage universel à mettre en avant pour Washington. En pratique, il se manifeste de plus en plus comme un stratagème *a minima* pour draper une *realpolitik* de maintien de régimes poreux et dépendants. Le scénario à éviter demeure celui de la constitution d'États latino-américains forts, assis sur des niveaux consistants de souveraineté, de ressources et de nationalisme. C'est précisément là où la Chine est en train de bousculer l'équilibre stratégique et pousse son rival occidental à innover dans ses modes d'influence. Pour l'heure, il s'agit pour les États-Unis de maintenir les principaux États industriels (Argentine, Brésil, Mexique, Venezuela) sous dépendance géoéconomique et dans un état suffisamment stationnaire afin d'éviter le basculement vers d'autres sphères d'influence ou vers le statut plus aléatoire de zone grise.

"Deuxièmement, des minorités déterminées et organisées ont été capables de s'engouffrer dans les failles (ou les crises conjoncturelles) de l'architecture de la démocratie libérale et de la subvertir sur les plans culturel, politique et économique. L'arme informationnelle en a constitué un levier décisif. On a vu qu'elle a permis de franchir des seuils d'intensité conflictuelle, de rendre interopérables les différents terrains d'affrontement, de renverser les rapports de force, d'exposer les contradictions d'un adversaire, d'en démultiplier l'impact au sein des opinions publiques, ou bien encore de masquer toute une gamme de manœuvres, voire des pans entiers de réalité, derrière une devanture morale vertueuse. Dans ce sens, tout se passe comme si la géographie du politique tendait à s'élargir et se superposer avec celle de la guerre multiforme de l'information. Cette évolution fait écho à la perspective clausewitzienne de la guerre dans la mesure où l'usage offensif de l'information s'inscrit bien dans la continuité du politique. Pour autant, ce dernier ne relève pas, dans l'arène politique ou sur les terrains économiques, médiatiques ou judiciaires, des mêmes finalités d'écrasement, d'annihilation ou de soumission de l'adversaire, telles qu'elles sont susceptibles d'être poursuivies dans une confrontation classique. Le combat informationnel renvoie à un autre registre de la dialectique des fins et des moyens. Autrement dit, il est moins question de vainqueurs et de vaincus en termes absolus que de dynamiques de modification des rapports de force, de mouvement de renversement, d'encercllement, de neutralisation, etc. La nature même de la confrontation et l'environnement stratégique s'en trouvent élargis."

Un nouvel art offensif en continuité avec le passé

"De fait, les contextes latino-américains résumés plus haut sont bien loin de se réduire au fonctionnement pacifié des médiations politiques et des modes classiques de propagande ou de persuasion de masse par les appareils traditionnels. L'arène politique s'est enrichie d'une grammaire offensive, nouvelle par son intensité et ses degrés de combinaison. Elle est pratiquée aussi bien par le faible que par le fort dans le but d'agir sur la physiologie, la puissance, la légitimité ou la structure cognitive d'un système politique adverse, de l'intérieur comme de l'extérieur, au gré des opportunités et les circonstances. Il n'y a rien d'un hasard dans le fait que cet art du combat ait été pratiqué par excellence par les rejetons des groupes irréguliers des ex-formations révolutionnaires, par des gouvernements contestataires et par les puissances anglo-saxonnes.

"Dans la même veine, on voit que l'arène géoéconomique s'est émaillée d'un art du combat reposant sur la combinaison entre l'action informationnelle et la prédation économique. Historiquement, les sociétés latino-américaines ont souvent été témoin des parades informationnelles utilisées pour couvrir le flanc de la violence économique. Cette violence semble désormais se doter de nouveaux artifices visant des buts comparables de dissimulation d'une visée prédatrice. L'environnementalisme (agenda climatique et transition énergétique), la lutte contre la corruption, l'aide humanitaire, la coopération humaniste, l'ouverture économique ou la communauté globale de destin (Chine) comptent parmi les principales façades d'une guerre économique pratiquée en symbiose sur les deux terrains. L'établissement de dépendances durables (technologies, connaissances, normes) étend cette gamme offensive.

"Son bilan constaté ou potentiel en matière de destruction du tissu social et industriel est sans appel. Il pourrait d'ailleurs être comparé avec celui des conflits armés. Le fait que certains types d'offensive aient été totalement intériorisés par les élites mêmes des pays cibles renvoie à une autre réalité profonde de cet essai polémologique. L'idée de guerre est-elle encore pertinente lorsqu'il n'y a plus de limites nettement établies entre l'ennemi et l'allié ou entre les terrains d'affrontement ? On rappellera au passage que quelle soit l'hostilité exprimée, la situation des sociétés latino-américaines n'est pas séparable d'un manque d'épaisseur stratégique et d'une difficulté à s'adapter aux rapports de force en puisant dans leur propre substrat culturel. "L'extrême Occident" sud-américain a sans doute trop exclusivement gravité sur l'orbite occidentale pour parvenir à s'extraire de son carcan stratégique. Ce constat débouche sur une autre évidence. Les cas observés montrent de quelle manière une modalité encore plus indolore et furtive a étendu la portée de la guerre de l'information. Sans déclaration de guerre, ni distinction précise entre l'intérieur et l'extérieur, elle a consisté à modeler la structure cognitive d'un rival dans le but de le faire agir selon la volonté du belligérant, sans résistance ni réflexe défensif. Cette manœuvre a pris la forme d'une lutte à front renversé entre concurrents. La connaissance et la perception en sont les cibles. Si une notion voisine a été effleurée dans les travaux épistémologiques sur l'occidentalisme (à travers l'idée de "colonialité du savoir"), le lien avec la polémologie reste entièrement à établir."

EXTRAITS

Mécanisme et logique de l'emprise cognitive

"Voici venu le temps des guerres cognitives et des luttes à front renversé. L'affrontement s'est déplacé vers l'intérieur des sociétés, de manière couverte, furtive, indolore et le plus souvent légale." *Dans un texte publié tout récemment sur le site de l'École de pensée sur la guerre économique (EPGE - <https://www.epge.fr/>), François Soulard montre par quel mécanisme nos sociétés occidentales post-modernes se sont placées elles-mêmes en état de dépendance et "comment le virage entrepris, sous couvert d'affichage progressiste, vers l'inclusion, la mixité et la lutte contre les discriminations a mené pas à pas à dénaturer le socle d'une éducation républicaine forgée à l'époque d'une démocratie vigoureuse et conçue pour élever le capital cognitif de la société."*

"[...] Il faut insister sur le fait que l'ère conflictuelle contemporaine est reconfigurée par deux mouvements telluriques. D'une part, celui d'un choc multipolaire des puissances, dont une poignée d'entre elles remet en question l'ordre occidental et son monopole dans le but de le scinder en deux systèmes divergents. D'autre part, l'élargissement de la guerre aux nouvelles aires économiques, virtuelles ou cognitives. Celle-ci s'étend jusqu'au *noumène* des sociétés, c'est-à-dire jusqu'aux ressorts intérieurs des individus, des groupes et des masses qui mettent en contact leur volonté à travers leurs appareils stratégiques. Les frontières entre guerre et paix se sont estompées, de même qu'entre les théâtres opérationnels. Le feu a perdu en partie sa préséance, tandis que l'arène stratégique est devenue permanente et systémique. La guerre par le milieu social (*political warfare* en anglais) incarne par excellence cette modalité furtive ciblant les strates endogènes de la société. Celle-ci renvoie à l'ensemble d'actions entreprises pour altérer la structure sociale et cognitive d'un concurrent que l'on désire contester, combattre ou concurrencer. Voici venu le temps des guerres cognitives et des luttes à front renversé. L'affrontement s'est déplacé vers l'intérieur des sociétés, de manière couverte, furtive, indolore et le plus souvent légale. Ce faisant, les ressources morales, culturelles et intellectuelles des Nations se voient remises au premier plan. Rien de cela n'est complètement neuf si l'on considère que la ruse ou l'action psychologique appliquée sur l'arrière de l'ennemi remonte à Thucydide. La nouveauté relève avant tout de l'extension du spectre conflictuel, dans son caractère systémique et permanent."

Les manœuvres cognitives

"À ce stade du cheminement, d'aucuns pourraient suspecter que tout phénomène social est dénué de spontanéité et se trouve relié inévitablement à une arrière-pensée conflictuelle ou manipulatrice. Cette posture n'est pas tout à fait abracadabrante, la réalité étant bien entendu loin d'être aussi simple. Il est indéniable que dans les régimes politiques ouverts, le climat de montée en puissance stratégique et la perméabilité aux flux informationnels ont fait advenir une réalité plus pénétrable, épaisse, moins déchiffrable et de ce fait déconcertante. Le climat interne des démocraties s'est teinté de confusion, d'hystérie ou de *gaslighting* comme le nomment les Anglo-saxons. Post-vérité et apocalypse cognitive diront certains. Transparence et hyper-réalisme diront d'autres, dans la mesure où quasiment toutes les forces téléologiques se sont invitées dans l'espace informationnel et s'offrent ainsi à la vue de tous. Pour qui sait radiographier cet espace broussailleux et dédaléen, les plans et les manœuvres de leur architecte sont devenus brutalement visibles. [...] L'emprise cognitive la plus dommageable est celle qui s'opère sur une plus grande profondeur et longueur d'onde. Elle renvoie au tableau que nous avons mentionné plus haut et à ses causalités. La dépendance de la France à l'égard d'autres systèmes de référence, l'altération de la grille de lecture de ses élites et la modification de sa matrice identitaire sont trois dynamiques à la source d'un déclin régulier de son modèle social et de sa puissance. L'éducation en est l'un des terrains emblématiques. En matière d'état des lieux, le classement éducatif PISA dresse un bilan sans appel. En l'espace de vingt ans, le recul éducatif des Français est net avec 40 % des collégiens de sixième ne maîtrisant ni la lecture, ni l'écriture, ni le calcul. L'érosion de la transmission des connaissances et de l'éthique du travail (priorité mise sur l'empathie envers les élèves et les familles) s'est opérée de concert avec un excès de centralisation administrative et une formation insuffisante des enseignants. La substitution plus récente de l'objectif de transmission des connaissances par celui de mixité sociale a parachevé cette tendance. [...]"

François Soulard consacre ensuite une large part de son analyse aux causes produites par la doxa constructiviste, notamment sous l'influence de l'école post-moderne française et de l'école de Francfort, approche devenue un courant dominant dans la formation initiale et continue des enseignants. Il montre ensuite en quoi "la promotion de ces thèses sera poursuivie jusqu'à aujourd'hui par l'appareil d'influence étasunien, en particulier par les courants globalistes, notamment ceux liés à l'écosystème de l'Open Society Foundation qui travaille depuis les années 1980 à façonner un monde post-souverainiste, docile et perméable. Au cours des dernières années, cette démarche a été galvanisée dans le milieu social et universitaire par le courant wokiste, pivotant sur le rejet du savoir envisagé comme levier de pouvoir (donc comme une emprise) [...]. Ce prisme laisse entrevoir comment le virage entrepris, sous couvert d'affichage progressiste, vers l'inclusion, la mixité et la lutte contre les discriminations a mené pas à pas à dénaturer le socle d'une éducation républicaine forgée à l'époque d'une démocratie vigoureuse et conçue pour élever le capital cognitif de la société. D'une certaine manière, le système éducatif a été subverti et placé sous dépendance, dans le sens où ses grilles de lecture en amont ont été altérées au moment même où l'environnement socio-politique demandait d'enrichir les clés cognitives d'interprétation du monde. Cette transformation, assumée par les élites internes du pays en collusion avec un faisceau d'influences externes, vient souligner une fois de plus à quel point l'esprit, les comportements et la dimension cognitive sont un enjeu dans les rapports de force contemporains. [...]"

Télécharger le document dans son intégralité : <https://www.epge.fr/larme-de-la-dependance/>

BIOGRAPHIE

Titulaire d'une maîtrise en Sciences de la Terre de l'Université de Rennes 1, François Soulard débute en 1998 dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'éducation à la durabilité dans la région des Hauts-de-France. En 2001, la collectivité régionale impulse un processus original autour de la citoyenneté (Assises régionales de la citoyenneté) et de ses rapports avec la mondialisation. Celui-ci culmine avec la tenue d'une Assemblée mondiale de citoyens, réunissant environ 400 participants de toutes les régions du monde et d'une multitude de milieux socio-professionnels (jeunes, chefs d'entreprise, militaires, scientifiques, etc.). Impliqué dans cette expérience internationaliste et amateur d'aventures, François Soulard crée l'association *Traversées* fin 2003, avec son ami géographe William Leroy, afin de mener un voyage itinérant en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. L'objectif est de quitter l'orbite de l'eurocentrisme, de s'immerger dans la réalité du monde et d'explorer les modes d'organisation des sociétés. Les deux voyageurs observent ainsi la crispation des régimes politiques du Maghreb, les cendres d'une révolution de couleur au Kirghizistan en 2005, la montée souterraine de la Chine, la vague politique contestataire en Amérique Latine. François Soulard s'installe en Argentine en 2008 et participe à divers espaces sociaux et politiques en Amérique latine, en Afrique et en Asie.

En 2012, à l'occasion du Sommet de la Terre Rio+20, il fonde la plateforme de communication numérique Dunia avec deux informaticiens latino-américains. Sur fond d'étiollement du multilatéralisme onusien, le sommet Rio+20 fournit la démonstration de l'usage straté-

gique qui est fait de l'information par les gouvernements, les grands groupes économiques et la société civile. Les questions géopolitiques et conflictuelles viennent se placer progressivement au centre de la plate-forme, ainsi que celle de l'informatisation qui modifie souterrainement la grammaire de l'économie. François Soulard participe aux travaux du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale, le *Dictionnaire de la gouvernance mondiale* (2015, en français et espagnol, sous la direction d'Arnaud Blin), ainsi qu'au Forum mondial des médias libres et l'initiative For a Digital New Deal (2021).



À partir de 2018, Dunia se penche sur différents cas de guerre de l'information, notamment les jeux de puissance en Amazonie, les conflits miniers et environnementaux dans le Cône Sud, la guerre russo-ukrainienne, l'alliance anglo-saxonne AUKUS. Différents liens sont établis avec l'École de guerre économique, le Forum mondial d'économie sociale et l'Institut de l'Iconomie. En parallèle, François Soulard participe à des formations universitaires sur l'influence et la guerre de l'information. Il traduit différents ouvrages du géostratège Gérard Chaliand en anglais et en espagnol (*Pourquoi perd-on la guerre?, Terrorisme et politique, Atlas stratégique*). En novembre 2023, il publie *Une nouvelle ère de confrontation informa-*

tionnelle en Amérique Latine (en espagnol, aux éditions Ciccus, Argentine). En plus des services numériques fournis par Dunia, ses travaux s'élargissent désormais aux cultures stratégiques, aux mutations liées à l'informatisation et la combativité informationnelle et économique. Pour en savoir plus : <https://dunia.earth/>

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé François Soulard va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes



Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

www.comes-communication.com

Quand la réflexion accompagne l'action